PARIS 24 OCTOBRE 1989
Brevet n.83-16633
TECHNISYNTHESE c. CIF et SOCARMA
(Inédit)

DOSSIERS BREVETS 1989.V.7

GUIDE DE LECTURE

- SAISIE-CONTREFAÇON : PV-NULLITE

I - LES FAITS

- 19 octobre 1983 : TECHNISYNTHESE dépose une demande de brevet n.83.16633 sur une formule de "semelle marine".
- : CIF CHAUSSURES INTERFRANCE commercialise des produits suspects.
- 9 septembre 1986 : Saisie contrefaçon au stand de CIF au Parc des Expositions de la Porte de Versailles.
- 23 septembre 1986 : TECHNISYNTHESE assigne en contrefaçon et concurrence déloyale . CIF CHAUSSURES INTERFRANCE, distributeur . SOCARMA, son fournisseur
- : CIF et SOCARMA forment une demande reconventionnelle en annulation du procès-verbal de saisie-contrefaçon.
- 4 janvier 1988 : TGI PARIS rejette la demande d'annulation du P.V. de saisie-contrefaçon dans la mesure où le défaut de signification de l'ordonnance autorisant la saisie, préalablement aux opérations de saisie est une irrégularité de forme relevant de l'article 114 al.2 NCPC (*).
- 1er mars 1988 : CIF et SOCARMA font appel.
- 24 octobre 1989 : La Cour d'appel de PARIS infirme le jugement

(*) Art.114 al.2 NCPC

"La nullité ne peut être prononcée qu'à charge pour l'adversaire qui l'invoque de prouver le grief que lui cause l'irrégularité, même lorsqu'il s'agit d'une formalité substantielle ou d'ordre public".

II - LE DROIT

A - LE PROBLEME

1°) Prétentions des parties

a) Les demandeurs en annulation du P.V. de saisie contrefaçon (CIF et SOCARMA)

prétendent que

- . l'ordonnance autorisant la saisie n'a pas été communiquée préalablement au saisi et que
- . cette irrégularité constitue une irrégularité de fond appelant application de l'article 119 NCPC dispensant celui qui l'invoque de la justification d'un grief.

b) Le défendeur en annulation du P.V. de saisie contrefaçon (TECHNISYNTHESE)

prétend que

- . l'ordonnance autorisant la saisie n'a pas été communiquée préalablement au saisi et que, de toute manière,
- . cette irrégularité constitue une irrégularité de forme appelant application de l'article 119 NCPC imposant à celui qui l'invoque la justification d'un grief.

2°) Enoncé du problème

A supposer la copie de l'ordonnance de saisie contrefaçon non communiquée préalablement au saisi, y-a-t-il irrégularité de fond (dispensant de preuve d'un grief) ou de forme (supposant la démonstration d'un grief) ?

B - LA SOLUTION

1°) Enoncé de la solution

- Sur la réalité de la (non) communication préalable de l'ordonnance de saisie :

"Considérant qu'il ressort seulement du procès-verbal de la saisie que l'huissier dit agir "en vertu d'une ordonnance sur requête dont copie est donnée en tête des présentes; que les appelantes observent non sans pertinence que la copie du procès-verbal ne pouvait être remise au saisi qu'après le déroulement des opérations de saisie et peuvent en déduire que l'ordonnance remise en même temps a été signifiée postérieurement aux opérations de saisie".

- Sur la sanction de l'irrégularité:

"Considérant que les prescriptions de l'article 2 al.2 du décret - du 15 février 1969 - n'ont pas été respectées et qu'il s'ensuit la nullité du procès-verbal de saisie contrefaçon;

Considérant que les appelantes sont fondées à soutenir que la signification préalable de l'ordonnance rendue sur requête par le juge en cette matière constitue une règle de droit qui conditionne l'exercice du droit de saisie;

Qu'en effet la signification préalable est une formalité essentielle expressément prévue par le texte susvisé qui met fin à la procédure non contradictoire de la requête et permet au saisi d'avoir une connaissance précise de la demande formée à son encontre et de l'ordonnance, de savoir l'étendue et la limite de ses obligations ainsi que les précautions prévues dans son intérêt;

Qu'en l'absence de signification préalable le saisi n'a pu connaître exactement la mission confiée à l'huissier, en contrôler l'exécution et faire valoir ses moyens de défense;

Que cette irrégularité est d'une particulière gravité;

Qu'en conséquence, la jurisprudence considère que l'obligation imposée à l'huissier conditionnant l'exercice d'un principe général du droit, son omission constitue non une nullité de forme mais une nullité de fond qui, selon les dispositions de l'article 119 nouveau code de procédure civil, ne nécessite pas que celui qui l'invoque ait à justifier d'un grief'.

2°) Commentaire de la solution

La rigueur de la sanction établit l'importance de la mesure et correspond au caractère exceptionnel de la procédure de saisie contrefaçon. On sait que cette procédure est particulière à notre Droit des brevets et offre des moyens extrêmement importants au breveté; la garantie inverse des intérêts des autres tient au respect très strict de la procédure enserrant ces mesures de saisie-contrefaçon.

la Cour intervient sur un problème qui a, déjà, soulevé l'intervention des tribunaux (v. Jurisprudence 1969-1988, Dossiers Brevets 1989.VI, n°119).

H. Bunt

Sous contrefaçon

11

N° Répertoire Général : 88-006347

COUR D'APPEL DE PARIS

4ème chambre, section A

ARRÊT DU VINGT QUATRE OCTOBRE 1989

(N° , 6 pages

AIDE JUDICIAIRE

Admission du
au profit de

Date de l'ordonnance de
clôture : 11 septembre 1989

-Sur appel d'un jug. du T.G.I. de
Paris (3ème Chambre, 1ère section)
en date du 4 janvier 1988-

-Au fond-

PARTIES EN CAUSE

- 1) La Société SOCARMA,
ayant son siège 36 rue des Plantes
75014 PARIS,
- 2) La Société CIF-CHAUSSURES INTERFRANCE.
ayant son siège 85 rue Lafayette
38200 VIENNE,

APPELANTES,
représentées par la Société Civile Pro-
fessionnelle d'avoués BOMMART-FOSTER,
assistées de Me T. MOLLET-VIEVILLE, avocat

- 3) La Société TECHNISYNTHESE,
SARL dont le siège est
à 49110 SAINT PIERRE MONTLIMART,

INTIMEE,
représentée par Me MOREAU, avoué,
assistée de Me COMBEAU, avocat,

COMPOSITION DE LA COUR,

lors des débats et du délibéré:
Président: Madame ROSNEL,
Conseillers: Messieurs POULLAIN et
GUERIN,

GREFFIER:
Monsieur LACORTE,

DEBATS:

A l'audience publique du 26 septembre
1989,

ARRET: contradictoire-
prononcé publiquement par Madame ROSNEL,
Président, qui a signé la minute avec
Monsieur LACORTE, Greffier.

M

CVT

Statuant sur l'appel formé le 1er mars 1988 par la Société SOCARMA et la Société CIF CHAUSSURES INTERFRANCE d'un jugement du Tribunal de Grande Instance de Paris (3ème Chambre, 1ère Section) du 4 janvier 1988 dans le litige les opposant à la Société TECHNISYNTHESE.

FAITS ET PROCEDURE:

A. TECHNISYNTHESE est propriétaire d'une demande de brevet déposée le 19 octobre 1983 sous le numéro 83.16633 qui a pour objet: "Surface support en élastomère avec réseau de sculptures notamment semelle dite "marine", demande publiée le 26 avril 1985 sous le n° 2.553.635.

Elle a également acquis de Monsieur Gérard BIOTTEAU différents modèles de chaussures déposés le 13 septembre 1983 enregistrés sous le n° 833.430 rendus publics le 2 septembre 1985.

En se fondant sur la loi du 2 janvier 1968 modifiée et le Décret du 15 février 1969, TECHNISYNTHESE s'est fait autoriser par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance de Paris en date du 8 septembre 1986 à pratiquer une saisie-contrefaçon effectuée le 9 septembre 1986 sur le stand de la Société CIF CHAUSSURES INTERFRANCE (ci-après CIF) au Salon dit "Semaine Internationale du Cuir" au Parc des Expositions de la Porte de Versailles à Paris. Puis elle a fait assigner le 23 septembre suivant devant le Tribunal de Grande Instance de Paris CIF et son fournisseur la Société SOCARMA aux fins de constatation de la contrefaçon de son brevet et de ses modèles ainsi que d'agissements de concurrence déloyale également reprochés, demandant leur condamnation solidaire à une indemnité provisionnelle de 300.000 F à valoir sur la réparation de son préjudice à évaluer à dire d'expert outre les mesures de confiscation, d'interdiction sous astreinte et de publication habituelles;

Les défenderesses concluaient à la nullité du procès-verbal de saisie-contrefaçon et formaient une demande reconventionnelle en paiement d'une indemnité de 20.000 F pour action et saisie abusives. Comme la demanderesse, elles sollicitaient l'application des dispositions de l'article 700 du nouveau Code de Procédure Civile.

Par jugement du 4 janvier 1988, le Tribunal a:
1°) rejeté l'exception de nullité du procès-verbal de saisie-contrefaçon en retenant que le défaut de signification de l'ordonnance autorisant la saisie préalable aux opérations de saisie était non une des irrégularités de fond limitativement prévues par l'article 117 du nouveau code de procédure civile, mais une irrégularité de forme relevant de l'article 114 alinéa 2 du même code exigeant la preuve d'un grief qui, en l'espèce, n'était

4ème
Chambre A.....

date
24 octobre 1989

.....
2ème page

SG 17 B Imp. Grefte C.A. PARIS

pas rapportée,
2°) renvoyé l'affaire devant le juge de la mise en état pour conclusions au fond des défenderesses qui n'avaient pas bénéficié d'un délai suffisant pour le faire,
3°) condamné les défenderesses aux dépens de l'incident.

B. SOCARMA et CIF, qui ont le 1er mars 1988 relevé appel du jugement, concluent le 26 septembre 1988 avec une société VANELLI, qui avait été par ailleurs assignée par TECHNISYNTHESE, instance faisant l'objet d'un autre jugement de même date. Elles demandent l'infirmité des "jugements rendus par la 3ème Chambre du Tribunal de Grande Instance le 4 janvier 1988", l'annulation des procès-verbaux de saisie-contrefaçon effectués à la requête de TECHNISYNTHESE à leur préjudice le 9 septembre 1986 qui, en conséquence, ne pourront être utilisés comme preuve de la contrefaçon reprochée par TECHNISYNTHESE et reconventionnellement elles concluent à la condamnation de cette société à une indemnité de 20.000 F par action et saisie abusives et à une somme de 10.000 F au titre de l'article 700 du nouveau Code de Procédure Civile.

C. TECHNISYNTHESE a saisi le magistrat chargé de la mise en état d'un incident d'irrecevabilité de l'appel en faisant valoir que le premier chef du jugement est insusceptible d'appel par application des dispositions de l'article 544 du nouveau code de procédure civile et que le deuxième chef du jugement ne présente aucun caractère contentieux.

L'ordonnance du 29 novembre 1988 rendue sur cet incident a admis le bien fondé de ce deuxième moyen mais, rejetant le premier moyen, a dit l'appel recevable après avoir retenu que le jugement "tranche une partie du principal dès lors que le tribunal a statué sur la saisie-contrefaçon moyen de preuve spéciale qui constitue le fondement de l'action de TECHNISYNTHESE" et que "la nullité de cette saisie opposée (par les défenderesses) constitue leur unique argumentation de fond,.... que pour chaque partie le principal s'entend de l'objet du litige la concernant et donc, pour elles, de la nullité du procès-verbal de saisie seule demandée".

D. Le 19 janvier 1989 les appelantes réitèrent leurs précédentes demandes en leur seul nom et supprimèrent de la motivation de leurs écritures tout ce qui concernait la Société VANELLI laquelle n'est pas dans la présente instance.

E. TECHNISYNTHESE, par conclusions du 7 juillet 1989, demande à la Cour de débouter les appelantes de toutes leurs prétentions et elle réitère ses demandes tendant:
1°) à faire juger qu'en important et mettant en vente des chaussures reproduisant les caractéristiques des revendications 1 à 5 du brevet 83.16639 et des modèles déposés sous le n° 833.430 lui appartenant, CIF et SOCARMA se sont rendues coupables de contrefaçon de brevet et de modèles par application des lois du 2 janvier 1968 modifiée par la

loi du 13 juillet 1978, du 14 juillet 1909 et du 11 mars 1957 et qu'elle ont commis à son préjudice des actes de concurrence déloyale au sens de l'article 1382 du Code Civil,

- 2°) à les faire condamner solidairement à une indemnité à fixer à dire d'expert et par provision à 300.000 F,
- 3°) à faire désigner un expert aux fins d'évaluation de son préjudice,
- 4°) à obtenir la publication de l'arrêt ainsi que les mesures de confiscation des chaussures contrefaisantes en la possession des appelantes au jour de l'arrêt, d'interdiction sous astreinte définitive de 1.000 F par paire de chaussures vendue après la signification de l'arrêt, enfin le paiement d'une somme de 20.000 F en remboursement de ses frais non récupérables de procédure.

DISCUSSION:

Considérant qu'il convient à titre préliminaire d'observer que tant les appelantes que l'intimée n'ont dans les motifs de leurs écritures fait porter leur argumentation que sur la validité du procès-verbal de saisie dont la nullité est le seul moyen de défense opposé par CIF et SOCARMA à la demande de TECHNISYNTHESE sur laquelle le tribunal n'a pas statué, renvoyant l'affaire devant le juge de la mise en état pour conclusions au fond des défenderesses;

Que CIF et SOCARMA ont déjà fait valoir au cours de l'incident susrappelé que la nullité du procès-verbal de saisie était le seul moyen de fond qu'elles entendaient opposer;

Qu'il résulte des conclusions de l'intimée que celle-ci demande implicitement à la Cour d'évoquer, ce au vu des constatations de ce procès-verbal de saisie-contrefaçon seul élément de preuve produit aux débats;

II. Sur la nullité du procès-verbal de saisie-contrefaçon:

Considérant que les appelantes font essentiellement valoir l'absence de signification préalable de l'ordonnance autorisant la saisie, laquelle entache la procédure d'illégalité puisqu'elle ne permet pas au saisi de se défendre face aux prérogatives accordées par l'ordonnance au saisissant qui sont exorbitantes du droit commun de la preuve;

Que TECHNISYNTHESE réplique que rien ne permet de suspecter l'huissier de ne pas avoir respecté les textes applicables en la matière; qu'il a procédé à la signification de l'ordonnance dont il a laissé copie au saisi, acte de signification qui n'a de sens que s'il a été effectué préalablement à la saisie; qu'en tout état de cause CIF et SOCARMA se trouvent dans l'impossibilité de démontrer le grief que leur aurait causé le prétendu défaut d'antériorité de la signification par rapport aux opérations de saisie et, pour cette raison, prétendent à tort qu'il constituerait une nullité de fond non de forme, n'exigeant pas la preuve d'un grief;

11

Considérant qu'il convient de rappeler que la saisie-contrefaçon a été autorisée sur le fondement de la loi du 2 janvier 1968 modifiée et du décret du 15 février 1969;

Qu'aux termes de l'article 2 de ce décret, "à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier, celui-ci doit, avant de procéder à la saisie donner copie aux détenteurs des objets saisis ou décrits de l'ordonnance et, le cas échéant, de l'acte constatant le dépôt de cautionnement. Copie doit être laissée aux mêmes détenteurs du procès-verbal de saisie";

Considérant qu'il ressort seulement du procès-verbal de la saisie que l'huissier dit agir "en vertu d'une ordonnance sur requête dont copie est donnée en tête des présentes";

Que les appelantes observent non sans pertinence que la copie du procès-verbal ne pouvait être remise au saisi qu'après le déroulement des opérations de saisie et peuvent en déduire que l'ordonnance remise en même temps a été signifiée postérieurement aux opérations de saisie;

Considérant que les prescriptions de l'article 2 alinéa 2 du décret n'ont pas été respectées et qu'il s'ensuit la nullité du procès-verbal de saisie-contrefaçon;

Considérant que les appelantes sont fondées à soutenir que la signification préalable de l'ordonnance rendue sur requête par le juge en cette matière constitue une règle de droit qui conditionne l'exercice du droit de saisie;

Qu'en effet la signification préalable est une formalité essentielle expressément prévue par le texte susvisé qui met fin à la procédure non contradictoire de la requête et permet au saisi d'avoir une connaissance précise de la demande formée à son encontre et de l'ordonnance, de savoir l'étendue et la limite de ses obligations ainsi que les précautions prévues dans son intérêt;

Qu'en l'absence de signification préalable le saisi n'a pu connaître exactement la mission confiée à l'huissier, en contrôler l'exécution et faire valoir ses moyens de défense;

Que cette irrégularité est d'une particulière gravité;

Qu'en conséquence la jurisprudence considère que l'obligation imposée à l'huissier conditionnant l'exercice d'un principe général du droit, son omission constitue non une nullité de forme mais une nullité de fond qui, selon les dispositions de l'article 119 du nouveau code de procédure civile, ne nécessite pas que celui qui l'invoque ait à justifier d'un grief;

Considérant que le tribunal a donc à tort rejeté comme mal fondée l'exception de nullité du procès-verbal de saisie; que le jugement doit être réformé;

Considérant qu'il n'y a pas lieu d'évoquer sur le fond

4^{ème}me Chambre A
Ch

date
24 octobre 1989

.....
5^{ème}me page

et qu'il appartient à TECHNISYNTHÈSE, si elle est en mesure d'invoquer d'autres éléments de preuve que le procès-verbal, de poursuivre éventuellement l'instance devant le tribunal que le présent appel, portant seulement sur la validité du procès-verbal, n'a pas déssaisi;

II- Sur les demandes en dommages-intérêts et du chef de l'article 700 du nouveau code de procédure civile

Considérant que la saisie réalisée dans ces conditions irrégulières est nulle; que néanmoins TECHNISYNTHÈSE a assigné CIF et SOCARMA en se fondant sur les constatations du procès-verbal de saisie;

Considérant que les sociétés appelantes sont fondées à faire valoir que cette saisie abusive et la demande en justice dont elles ont été l'objet sur la seule base d'un procès-verbal de saisie-contrefaçon nul leur ont causé un préjudice au moins moral et les ont contraintes à des frais de défense dont partie non taxables resteront à leur charge;

Qu'il sera en conséquence fait droit à leur demande en dommages-intérêts à hauteur d'une somme de 5.000 F et il leur sera alloué sur le fondement de l'article 700 du nouveau code de procédure civile une somme globale de 5.000 F;

PAR CES MOTIFS,

Réforme le jugement du Tribunal de Grande Instance de Paris (3ème Chambre, 1ère Section) du 4 janvier 1988;

Annule le procès-verbal de la saisie-contrefaçon effectuée à la requête de la Société TECHNISYNTHÈSE au préjudice de la Société CIF le 9 septembre 1986;-----

Dit en conséquence que la Société TECHNISYNTHÈSE ne pourra utiliser ce procès-verbal dans l'instance qu'elle a introduite à l'encontre des Sociétés CIF et SOCARMA;

Dit n'y avoir lieu d'évoquer et renvoie les parties devant la Tribunal de Grande Instance;-----

Condamne la Société TECHNISYNTHÈSE à payer aux Sociétés CIF et SOCARMA: 1°) une indemnité de 5.000 F,
2°) une somme globale de 5.000 F au titre de l'article 700 du nouveau Code de Procédure Civile;

La condamne aux dépens de première instance et d'appel et admet la Société Civile Professionnelle BOMMART et FORSTER, titulaire d'un office d'avoué, au recouvrement direct prévu par l'article 699 du nouveau code de procédure civile.